



Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît le
Mardi
Jeudi
Samedi

La bourgeoisie n'est pas sûre de sa victoire

Un vent d'inquiétude



C'est bien un vent d'inquiétude, sinon de désarroi, qui a passé hier en rafale sur les principaux marchés financiers et notamment en France où actions et rentes ont subi un brusque revirement des

tendances, passant sans transition de la hausse à la baisse.

En dépit de l'optimisme de commande et des congratulations d'usage après le « succès » de l'emprunt dit de Défense nationale.

Ce désarroi en Bourse n'est-il pas révélateur de l'atmosphère d'inquiétude dans laquelle évoluent les chargés d'affaires de la bourgeoisie tant dans le domaine des rapports internationaux que sur le plan de la politique intérieure ?

Car, en réalité, de lourdes nuées d'orage continuent de s'amonceler sur l'horizon international et en France la bourgeoisie ni ses soutiens ne peuvent escompter les résultats durables des trahisons et duperies dont ouvriers et paysans sont victimes depuis trois ans.

Freinées et immobilisées temporairement par la trahison, les forces ouvrières et paysannes ne sont pas écrasées ; elles demeurent inentamées ; la période révolutionnaire en France demeure ouverte.

Et les actes de la bourgeoisie au pouvoir — (code de la guerre totale, statut du travail, abandon des 40 heures, impôts accrus, vie plus chère, décrets-lois) — s'ils répondent à ses volontés et à ses nécessités immédiates ne laissent pas de provoquer parmi les travailleurs de nombreuses réactions qui, demain, risquent de tout remettre en question et de renverser violemment l'édifice de tromperies laborieusement édifié par les Jouhaux, les Blum et les Thorez.

Dans la même semaine, les travailleurs ont vu leurs camarades de grève dans les Pyrénées-Orientales, expulsés par application des décrets Sarraut ; ils ont, dans le Livre, enregistré la décision syndicale de passer outre aux 40 heures pour les besoins publicitaires de l'Emprunt.

Ils constatent que le coût de la vie augmente, malgré la fumisterie des « Comités de surveillance des prix » et que l'indice des prix de gros vient encore de passer de 639 à 643, ce qui présage une prochaine montée des prix de détail.

Une telle situation ne va pas sans agiter profondément les masses travailleuses et provoque, par répercussion, les inquiétudes des observateurs bourgeois.

C'est ce vent d'inquiétude qui va prochainement passer sur les sphères dirigeantes du Congrès S.F.I.O. de Royan.

C'est ce vent d'inquiétude qui fait clamer à Thorez : Unité pour le Front populaire ; Comités de Front populaire ; Congrès de ces Comités.

Thorez, qui rejette de son vocabulaire le mot *Soviet*, aboie plus que jamais contre la « bête trotskyste ». Ce sont, en effet, les bolcheviks-léninistes qui appellent les travailleurs à combattre ouvertement le Front populaire comme une formation contre-révolutionnaire qui enchaîne leur « unité de classe » aux volontés du grand patronat.

Et à constituer leurs Soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats, afin de réaliser cette vague de fond révolutionnaire qui portera au pouvoir le prolétariat et ses alliés, les paysans pauvres.

Dans le Livre

Une petite nouvelle sur laquelle la presse n'a pas fait de bruit. Pour la publicité de l'emprunt, le gouvernement a obtenu de la part des syndicats du livre des dérogations aux 40 heures afin que les affiches, les tracts, soient prêts à temps.

Voici une décision qui a beaucoup plus de signification que les bouderies du « Peuple » ou du « Populaire » et de « l'Humanité » envers l'emprunt.

Cette décision n'est pas pour nous surprendre ; elle est de la même nature que celle qui fit accepter les 45 heures pour l'aviation.

Pardon, M. Honel ?...

MESSIEURS Thorez et Honel viennent d'échanger dans « l'Humanité » des lettres publiques et concertées, la lettre Honel servant de prétexte à plusieurs articles de Thorez, prolixes à son habitude.

Mais ces messieurs se trompent s'ils croient que chacun va rester bouche bée devant leurs parades.

Et nous formulons ici une question indiscrète, ou tout au moins une supposition qui ne manque pas de bases.

Est-ce que l'envoi par Maurice Honel de la fameuse lettre parvenue à Maurice Thorez au moment précis où ce dernier l'attendait, n'a pas été déterminé par le chahut avec lequel fut accueilli le discours traditionnel prononcé par Honel, voici quelques jours, à Levallois ?

Et par les interventions énergiques de plusieurs prolos à cette même réunion ?

Certains n'ajoutent-ils pas que la lettre de Honel destinée à Thorez fut dictée, tout au moins dans ses lignes essentielles, par Thorez... à Honel ! Singulière et pitoyable façon de remplacer la démocratie prolétarienne !

Ainsi procèdent les lutteurs sur les tréteaux forains. La pauvreté lamentable de ces procédés politiques caractérise les chefs du Parti communiste et est annonciatrice de leur prochain déclin.

La "Vérité"

LE N° 2 DE NOTRE REVUE VA SORTIR.
RETENEZ-LE !

La guerre civile en Espagne

UN communiqué de la presse informe que Prieto, l'ex-ministre de la défense et le chef véritable du gouvernement de Barcelone, vient d'être nommé ambassadeur d'Espagne au Mexique.

On ne trouve aucun commentaire, excepté dans la presse espagnole, pour expliquer cet éloignement de Prieto de Barcelone.

Que s'est-il passé dans les hautes sphères dirigeantes du gouvernement de Barcelone ? Pourquoi la presse bien informée des partis socialiste et communiste et de l'antifascisme du Front populaire, transmet-elle la nouvelle sans commentaires ?

Peut-on croire que cette décision ait été prise, sans luttes au sein du gouvernement de Barcelone et du parti socialiste, dont Prieto est un des dirigeants principaux, et aussi dans les sphères de la diplomatie franco-anglaise et des agents de Staline ?

L'éloignement de Prieto de la direction du gouvernement de la république n'est-il pas lié au discours-propositions de reddition de Negrin à Franco ?

Cet éloignement n'a-t-il aucun rapport avec la préparation de la capitulation, du compromis avec Franco, que l'on discute... dans les capitales fascistes et démocratiques : Londres, Paris, Barcelone, Rome, Burgos, Berlin ?...

Dans les prochains jours, nous serons mieux informés sur les événements en cours et en préparation.

Prieto a été l'homme le plus représentatif et responsable des événements espagnols,

de la proclamation de la république 1931 aux dernières catastrophes militaires. La lutte entre Prieto et Caballero, au sein du parti socialiste, dans laquelle les stalinien ont soutenu d'abord Caballero contre Prieto et ensuite Prieto contre Caballero, est la lutte politique qui a déterminé des événements de grande importance.

La victoire de Prieto appuyé par les stalinien, contre Caballero dans le gouvernement de ce dernier a conduit à la provocation et à l'extermination des journées de mai. Mais entre Prieto réformiste-national-démocrate, et les stalinien au service de « l'étranger », de la bureaucratie bonapartiste stalinienne, s'est engagée une lutte sourde et continue.

Dans cette lutte, le stalinisme a marqué des points aussi bien contre Caballero que contre Prieto. Il a réussi à instaurer sa dictature policière.

Le stalinisme a su rejeter les responsabilités des événements de mai, la perte de Tolède, Irun, San Sebastian, etc., sur Largo Caballero, et lier au nom de Prieto toutes les défaites du Nord, la reddition des Asturies, Teruel, Haut-Aragon, etc...

Cependant la lutte entre le stalinisme et le réformisme national priétiste, à propos du problème du « parti unique », est connue et n'est pas terminée.

La lutte menée par Prieto s'appuyant sur les stalinien, contre Largo Caballero, a apporté le résultat suivant : l'U.G.T. est passée de la direction Caballero, du parti socialiste, au despotisme réactionnaire et contre-révolutionnaire du stalinisme.

(Suite page 3.)

Fin de mois chargée

L A plus grande incertitude règne dans les milieux capitalistes sur la tournure que vont prendre les événements extérieurs dans un proche avenir.

Il est bien certain que si la guerre ne sort pas du règlement des questions en suspens : Espagne, Tchécoslovaquie, la tension et le bluff auront atteint un degré inconnu jusqu'ici.

Sur le plan diplomatique, c'est le discours de Gènes où Mussolini somme la France d'assurer la victoire de Franco. Non seulement Bonnet doit laisser les mains libres à Hitler et Mussolini dans la péninsule, ce qu'il fait, mais encore empêcher tout ravitaillement des républicains !...

C'est également le voyage à Tétouan de l'ambassadeur italien à Berlin, affirmant que dorénavant l'Espagne participera à la grandeur de l'Empire italien, à son développement en Méditerranée, etc..., ce sont aussi les innombrables conciliabules plus ou moins secrets entre les principaux personnages de l'affaire tchécoslovaque, de Churchill à Hitler, en passant par Henlein, Hozda, Beck, etc...

Sur le plan militaire, chaque jour apporte son information. La France recevra des avions de chasse américains. Un véritable comité militaire de défense des colonies est créé : le général Buhner en sera le chef d'Etat-major général. Mandel participera au Conseil de la Défense nationale, il recrutera 60.000 coloniaux pour l'armée ; toutes dispositions devront être prises immédiatement pour assurer, par elle-même, la défense de l'Afrique du Nord et garantir les liaisons avec la France en cas de guerre.

C'est aussi la concentration de troupes allemandes et polonaises à la frontière tchécoslovaque ! !

Sur le plan politique, c'est la reprise des relations diplomatiques entre Berlin et Moscou laquelle fait couler beaucoup d'encre.

Certains affirment que le parti de l'Allemagne menace tous les jours d'avantage Staline ; on voit Hervé préconiser le renforcement de l'alliance franco-russe pendant que la situation en U.R.S.S. apparaît comme des plus instables et capable de réserver bien des surprises.

C'est donc dans des conditions extrêmement tendues que commencent les élections municipales en Tchécoslovaquie et que vont s'ouvrir les négociations franco-italiennes.

S'il est des instants où la « paix impérialiste » tient à un fil, c'est bien un de ceux-ci que nous allons traverser dans les semaines prochaines.

Quoi qu'il advienne des après discussions qui s'engagent, il ne peut rien en sortir de bon pour les exploités du monde entier, voilà la seule certitude.

Il est terrible de constater que dans de semblables circonstances, les trahisons de la II^e et III^e Internationales ont rendu le prolétariat immédiatement incapable de discerner ses intérêts de classe et sa mission révolutionnaire qui est de balayer le régime au plus vite, avant qu'il n'ait commis d'autres crimes.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures
36, rue du Château-d'Eau, 36

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
Le Gérant : A. BASTIDE.

Dans les P.T.T

CONGRES DE LA FEDERATION POSTALE

La semaine dernière, nous avons indiqué les principales questions soumises à la discussion du Congrès de la Fédération Postale. Nous précisons même que quoique sujette à d'éapres débats, la situation syndicale ne risquait pas de subir de grands changements.

Aujourd'hui, après la clôture des Congrès fédéral et syndicaux, les résultats des votes émis confirment amplement notre appréciation.

Il ne pouvait réellement en être autrement, étant donné la procédure actuellement en vigueur. Il est en effet inconcevable d'imaginer pire défi à l'égard de la démocratie ouvrière et du respect des décisions prises en commun.

Le Congrès de la Fédération réunissant les trois syndicats qui la composent tient ses assises avant les Congrès particuliers à chacun des groupements. De ce fait, le sens de l'action future est défini sous le régime des directions dont le mandat prend fin, alors que la raison réclame que les décisions soient déterminées sur la base des positions prises par les différents congrès syndicaux dans la période présente.

C'est ainsi que le système en application jusqu'à ce jour permet à chaque syndicat de reprendre la discussion sur des problèmes qui viennent d'être traités et tranchés, de recouvrer par cela même sa liberté d'action et de bafouer la loi de la majorité sans souci de la discipline.

Selon son habitude, le Syndicat National des Agents a perpétué son activité anti-unitaire.

Toutefois, nous devons à la vérité de dire que, dès lors, son attitude ne sera plus aussi aisée. Les dernières décisions stipulent que les délégations seront effectuées au nom de la Fédération Postale ou tout au moins qu'une délégation syndicale devra être accompagnée d'un responsable de la Fédération. Dans la pratique, nous sommes cependant persuadés que cette obligation risquera d'être battue en brèche.

Sur le terrain local ou régional, les sous-sections fédérales ne sont plus seulement souhaitables ou officieuses, elles deviennent légales.

Ces mesures conduisent donc à un renforcement de l'autorité et du pouvoir fédéraux.

Dans les conjonctures présentes, il était dangereux d'appliquer une autre solution sans courir l'éventualité d'une prochaine scission :

Le Syndicat unique a été voté à une faible majorité et la quasi-unanimité du Syndicat des Agents s'est opposée à sa formation.

C'est pourquoi, malgré l'adoption du principe, le congrès a envisagé des dispositions nouvelles qui constituent le début d'une période transitoire avant la réalisation du Syndicat unique. Les contacts plus fréquents à la base ne manqueront pas de forger tous les esprits en faveur d'une organisation réellement commune, dont la force numérique augmentera la force dans l'action.

Par ailleurs, le Congrès Fédéral a quelque peu modifié l'orientation syndicale pratiquée par la Fédération Postale depuis l'avènement du premier gouvernement de Front populaire.

La résolution votée, après de vives altercations, est loin de proclamer la nécessité d'employer les méthodes révolutionnaires pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière ; elle marque à peine un caractère progressif par rapport aux résolutions précédentes. Pourtant, en dépit de sa faiblesse notoire et de sa conclusion insuffisante, Perrot, secrétaire général de la Fédération Postale, attaqua vivement la motion présentée par la Commission. L'importance de ce fait est à signaler : c'est la première fois qu'un Secrétaire de Fédération s'oppose à la rédaction d'un texte adopté par une Commission des Résolutions.

D EPUIS le fameux tournant de la « main tendue », il ne se passe pas de semaine sans que les staliniens nous vantent l'action de l'Eglise catholique, toute orientée vers la justice. Les curés eux-mêmes se sont toujours défendus d'être au service du capitalisme et ont toujours, au contraire, déclaré que leurs œuvres sociales n'avaient d'autre but que l'amélioration de la condition des ouvriers.

Il n'est donc pas sans intérêt de mettre sous les yeux des travailleurs, une circulaire, adressée aux chefs d'entreprise du 17^e arrondissement par une certaine de Joly, présidente du Comité local de l'œuvre des « Chantiers du Cardinal ». Ladite œuvre est celle qui permet, depuis quelques années, au nommé Verdier, archevêque de Paris et copain du Front populaire par surcroît, d'exploiter les chômeurs du bâtiment qu'on emploie à la construction d'églises en banlieue. A des salaires de famine, comme il se doit, et dans des conditions de sécurité qui ont déjà abouti à la mort de plusieurs ouvriers. Il est vrai que lorsque Blum émettait un emprunt de Défense nationale, le Verdier y allait de son petit discours à la radio...

La circulaire elle-même est un appel au fric tout pareil à celui que font à toute occasion les

LE COIN DU

A la suite de violents débats et malgré les manœuvres des dirigeants et de la clique stalinienne, la résolution fut enfin retenue par la majorité des congressistes.

Mais nous ajouterons immédiatement qu'il serait vain d'avoir des illusions. En effet, les décisions prises sont parfois fortement contradictoires. L'admission de la Reconstitution du Bureau Fédéral en fournit la preuve la plus éclatante. Comment peut-on croire au respect de la nouvelle orientation syndicale lorsque ceux-là même qui ont la charge de l'appliquer sont ceux qui s'y sont le plus vigoureusement opposés ?

D'autre part, le rejet du cumul du mandat politique et de la fonction syndicale est annulé par l'adoption de la Reconstitution du Bureau fédéral. Gourdeaux pourra donc tout à la fois être Secrétaire de la Fédération Postale, membre du Comité Central du Parti communiste et conseiller général communiste de la Seine.

Est-ce cela que les délégués fédéraux ont désiré ? Certes non ! Il leur reste à comprendre les manœuvres dont ils furent victimes. C'est à eux de ne plus se laisser entraîner par telle ou telle personnalité qui avait su capter et a pu tromper leur confiance. C'est à eux maintenant de lutter dans l'organisation pour dévoiler la duperie des permanents et de tenter le redressement du prolétariat contre le courant de l'Union Sacrée.

Chez les Métallos

CITROEN-EPINETTES

L A grève de Citroën et de la Métallurgie de mars-avril, a laissé un grand mécontentement général. On a beau dire que c'est une victoire, comme l'écrivent les bonzes syndicaux de la Fédération des Métaux, les Costes, Croizat, Doury, Timbaud et autres, les grévistes de la Métallurgie n'ont pas été battus, ils ont été trahis par les bureaucrates.

Nous devons en tirer les conclusions, tant au point de vue politique que syndical. Pourquoi la grève Citroën, en particulier, a-t-elle été vouée à l'échec ? Le jour même de son départ, on lisait un communiqué paru dans « Ce Soir » (28 mars) déclarant que le mouvement regardait seulement les usines Citroën (interview de Timbaud-Doury).

Depuis des mois, le patronat de la métallurgie bafouait la volonté des ouvriers, en particulier chez Citroën-Michelin, avec cette figure de philanthrope chère à nos bourgeois, pour mieux exploiter les ouvriers qui se laissent prendre à ce jeu humanitaire du patronat. Cela permettait de gagner du temps et de ne rien accorder des justes revendications ouvrières.

La lutte engagée par les gars de Citroën-Michelin était une lutte de classe, qui n'était pas intérieure à l'usine, mais qui regardait l'ensemble des métallos du pays. La direction du Syndicat des Métaux n'a voulu prendre aucune responsabilité du mouvement, cherchant à mettre la responsabilité du mouvement « sur les Amicales Socialistes », « sur les trotskystes ».

Nous, les trotskystes, nous avons bon dos ; c'est toujours les trotskystes, d'après les bonzes, qui portent la responsabilité de tous les échecs. Je



La lutte anti-rel Comment les curés aid

ratichons. Mais il y a un post-scriptum qui vaut d'être retenu. Il est, en effet, ainsi conçu : « SOUTENEZ NOTRE GRANDE ŒUVRE ! ELLE EST LA SAUVEGARDE DU PATRONAT PAR LA MORALISATION DU PEUPLE ! »

On ne saurait rappeler en termes plus clairs que l'Eglise n'a pas d'autre but que la défense du capitalisme et l'abrutissement du prolétariat. Et il est facile de comprendre après cela, que les patrons ne ménagent pas leurs subventions aux « Chantiers du Cardinal » car ils savent bien que le temps que passeront les exploités à la messe ou chez le ratichon sera toujours du temps gagné pour eux. Ils savent bien que le malheureux qui sombre dans les bondieuseries ne mène plus la lutte de classes contre son exploiteur. L'aveu non déguisé de la vieille taupe qui essaye de leur tirer des sous ne peut que confirmer ce que nous avons toujours dit.

Bien loin d'être un élément de progrès social, les Eglises ne sont que de fidèles auxiliaires du capitalisme et les mortelles ennemies du prolétariat. Syndicats chrétiens, patronages et écoles confessionnelles ne sont là que pour préparer la voie au fascisme et si, un jour, l'Eglise triomphait, ce serait la disparition de tous les syndi-

DU PROLO

mets au défi Timbaud, Doury, Billard, de dire dans quelle usine Citroën-Michelin un partisan de la IV^e Internationale a une responsabilité dans la C.C., dans le Comité inter-usine ou comme responsable syndical d'atelier. Votre démocratie chasse qui ne pense pas comme vous.

Si, au contraire, on avait écouté ceux que vous faites passer, aux yeux des ouvriers, pour des provocateurs, des agents du patronat, nous n'aurions pas subi une défaite comme celle dont vous portez toute la responsabilité.

Nous devons vous dénoncer plus que jamais. Car ce n'est pas nous qui n'avons pas voulu généraliser le mouvement; au contraire, nous avons réclamé la grève générale de la Métallurgie. C'est vous qui avez fait distribuer un tract chez Renault qui demandait aux ouvriers de ne pas faire grève. C'est nous qui avons appelé les ouvriers de chez Renault à entrer en lutte aux côtés de ceux de chez Citroën.

Vous prenez prétexte qu'il ne faut pas saboter la « Défense Nationale ». Quelle défense nationale ? De qui ? Pour qui ? Dans l'intérêt de qui ? Vous avez appelé les ouvriers à augmenter la production pour augmenter les dividendes des marchands de Mort, au profit de l'Internationale des marchands de canons, des de Wendel, des Krupp, etc., etc... Voilà pour qui vous demandez aux ouvriers d'accepter de faire 45 heures dans l'aviation pendant que vous écriviez dans « le Métallo » que 45.000 des nôtres, dans la région parisienne, sont sur le pavé, réduits au chômage.



Qui fait le jeu du patronat ? Vous ou nous ? Après avoir accepté les propositions de Ramadier, vous avez fait rentrer les Métallos au travail sans aucune garantie. On peut en voir aujourd'hui le résultat. C'est le patronat qui a remporté la victoire sur nous; c'est lui qui passe à l'attaque. Nous assistons, dans les usines Citroën, à la création d'un Syndicat patronal au sein de l'usine. Le patronat, aujourd'hui, après les compromissions et les capitulations des dirigeants du Syndicat des Métaux, a beaucoup d'atouts en main. Les ouvriers pourront voir que ce n'est pas avec les beaux discours de nos dirigeants que nous pourrions faire un barrage à « l'Union Corporative Citroën ».

La politique de la main tendue et de collaboration de classes pratiquée depuis 36 par les dirigeants de la C.G.T. fait le jeu du Patronat et du Fascisme.

Le patronat, après l'échec subi par les métallos de Citroën, veut créer un Syndicat maison qui, pour ne pas effrayer les ouvriers, cherche des formules très démocratiques contre lesquelles il faut mettre les ouvriers en garde.

(La fin paraîtra dans le prochain numéro.)

P. S. — Dans le tract distribué, il y a eu une erreur. Ce n'est pas Bourdon mais Bourbon, qu'il faut lire. Le camarade Bourdon, de l'outillage, n'est pas en cause.

anti-religieuse nés aident les patrons



cats ouvriers, de tout enseignement aux gosses des prolétaires. Oublier cela et abandonner un instant la lutte contre la calotte, c'est servir les intérêts de la bourgeoisie et trahir ceux des travailleurs. La lutte antireligieuse reste à l'ordre du jour et les révolutionnaires doivent s'en souvenir à chaque instant.

En Espagne

(Suite de la page 1)

Le départ de Prieto pour le Mexique marque un nouveau point pour les stalinien. Avec le « parti unique » s'approche la liquidation du parti Ouvrier espagnol (une opération réactionnaire semblable a été faite en Catalogne avec le P.S.U.C.). Le stalinisme a la voie libre; il n'a plus de freins; des heures encore plus tragiques se préparent...

Le départ de Prieto pour le Mexique marque une étape nouvelle de la situation espagnole. L'U.G.T. et le « parti unique », s'il se réalise, sont des instruments de chan-

La tragédie de l'émigration

L'UNION des Syndicats de la Région parisienne, sous la plume de son secrétaire Brenot, envisage dans un article récent le statut des étrangers et exprime « l'émotion intense qui étreint depuis quelques jours l'immense majorité des travailleurs immigrés ».

La crainte de ces travailleurs, ajoute-t-il, est pleinement justifiée par les déclarations du gouvernement et les modalités d'application du décret-loi Sarraut.

N'est-il pas évident que si les décrets-lois avaient été non pas suivis, mais précédés d'une intense agitation parmi les travailleurs et d'un mouvement énergique de protestation contre le mauvais coup, leur contenu eût été singulièrement modifié ?

Mais ce que le Front populaire n'a pas fait avant les décrets-lois, les travailleurs peuvent et doivent le faire après, et ne pas accepter ce que la bourgeoisie a imposé.

Une telle orientation n'est pas donnée, bien au contraire, par Brenot, qui reste sur le plan choisi par le Front populaire et la bourgeoisie française : celui de l'intérêt de sa production, de son équilibre, de ses plus-values.

La main-d'œuvre étrangère est nécessaire, dit-il, parce qu'elle tient sa place dans le circuit économique et que les deux millions et demi d'immigrés sont deux millions et demi de consommateurs.

Elle est nécessaire parce qu'elle est employée en majeure partie dans les industries abandonnées par les travailleurs français, ainsi qu'aux travaux pénibles et insalubres.

Avec de telles considérations qui considèrent le problème de l'immigration non sous l'angle prolétarien, révolutionnaire et internationaliste, mais sous l'angle national et bourgeois des nécessités de la production, on aboutit comme Brenot à des « mesures équitables » telles que l'institution d'un statut légal des immigrés et la réorganisation économique de l'immigration.

Nous y reviendrons. Mais, tout de suite, nous appelons les travailleurs français et étrangers, étroitement solidaires, à se grouper sur le plan révolutionnaire et non sur le terrain réformiste.

Défense des travailleurs étrangers et droit de cité pour eux parce que travailleurs; action ouvrière contre le patronat pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de salubrité dans le travail.

Signalons en attendant que des travailleurs espagnols des Pyrénées-Orientales viennent d'être expulsés parce que grévistes ! Va-t-on laisser la meute policière déchainée contre ces travailleurs ?

tage entre les mains de la contre-révolution bonapartiste-policière-stalinienne en Espagne, au moyen du gouvernement Negrin, qui sera une pression sur les dirigeants de l'anarcho-syndicalisme, pour soumettre encore plus les ouvriers et les paysans espagnols, à un régime plus féroce de faim et d'esclavage, qui prépare la victoire complète du fascisme.

La menace de mort sur les prisonniers révolutionnaires, sur les B.-L. impliqués dans un amalgame policier-stalinien, pèse encore plus...

Il faut donner l'alarme pour sauver tant de révolutionnaires de la vengeance de la contre-révolution stalinienne.

Le stalinisme prépare de nouvelles orgies de sang sur les prolétaires et les B.-L., avant que ne le fasse le fascisme...

A la classe ouvrière, au prolétariat d'avant-garde d'agir... avant qu'il ne soit trop tard.

Chez les "agricoles"

Grève au vignoble

DEPUIS le 9 mai, les ouvriers agricoles dans 25 communes des Pyrénées-Orientales, étaient en grève, et cette grève vient de prendre fin.

Elle ne se termine pas par une victoire éclatante.

Les ouvriers agricoles réclamaient 30 à 32 francs par jour. Ils reprennent le travail sur la base de 29 francs pour les hommes et 14 francs seulement pour les femmes.

On ajoute, il est vrai, qu'aucune sanction ne sera prise pour fait de grève, ce qui signifie que les ouvriers seront réembauchés (aux conditions ci-dessus qui sont inférieures au niveau du coût de la vie) et que le droit aux congés payés reste en vigueur. Mais les ouvriers espagnols grévistes que la police gouvernementale et patronale a repérés dans les piquets de grève et qu'elle a fait expulser restent bel et bien expulsés.

On souligne aussi que les avantages accessoires restent en vigueur : logement, jardin, prêt de chevaux par le patronat agricole, etc... Mais ceci n'est pas nouveau et était compris dans la fixation du salaire antérieur que les prolos de la terre estimaient, à juste titre insuffisant.

Le « viticole » devra, comme par le passé, travailler le champ qu'on lui prête à ses heures de « repos », le dimanche matin.

En toute équité, lorsque l'ouvrier du vignoble possède une vigne, ou la loue, c'est sur le temps du propriétaire, avec ses chevaux et son matériel, que cette vigne devrait être travaillée et traitée.

On indique enfin que les organisations ouvrières et patronales se sont mises d'accord pour que désormais les différends soient soumis, avant toute grève ou lock-out, à la procédure de conciliation et d'arbitrage. Ils perdent ainsi le caractère indépendant de classe qui assurait la victoire à la plupart des mouvements déclenchés en masse au moment opportun.

Le patronat du vignoble n'a, en somme, pas à se plaindre de ce que le citoyen Michel Rius et son directeur de conscience, le député stalinien André Parsal, appellent « une grande victoire ouvrière ».

Mais il faut bien réaliser l'union du peuple de France !

C'est pour réaliser cette union que déjà les staliens ont fait dissoudre l'organisation qu'ils ont créée des « petits vignerons » méridionaux, comme ils ont fait dissoudre dans le sud-ouest l'organisation des « paysans travailleurs » métayers et gemmeurs. Le prolétariat en lutte perd ainsi l'appui éventuel d'une organisation de petits propriétaires et de paysans pauvres enfoncée dans le bloc rural des agrariens.

Dès le début de la grève, la délégation patronale déclara ne plus avoir mandat pour traiter sur le plan régional et laissa toute latitude aux patrons de traiter localement. Cette manœuvre, dit Rius, était destinée à dissocier le mouvement ouvrier (?).

Il apparaît bien que le patronat agricole qui a, lui, une tactique indépendante de classe, ne cherche pas à dissocier le mouvement ouvrier quand l'unité de ce dernier est un gage d'évolution pacifique et rapide de la grève. En fait, les syndicats ouvriers traitèrent avec les patrons village par village et aboutirent localement aux accords signalés ci-dessus et qui, répétons-le, ne sont pas une grande victoire.

Un armistice tout au plus, car l'esprit de lutte de classe demeure vivace chez le prolétariat viticole. Que ce dernier constitue avec les paysans pauvres ses Conseils ouvriers dans chaque village.

Que soit tenu un Congrès paysan des régions viticoles, où participeront les délégués ouvriers et petits paysans désignés démocratiquement en assemblées populaires sur la base d'une discussion longue et approfondie et les travailleurs des Basses-Pyrénées auront franchi une étape sur la voie de leur libération.

LE ROLE DE HENRI JAGODA

L'ELEMENT le plus fantastique dans la série des fantasmagories judiciaires est l'incorporation d'Henri Jagoda, depuis de longues années dirigeant du Guépéou, dans les rangs « des conspirateurs » du centre trotskyste-boukharinien. On pouvait s'attendre à tout, sauf à cela.

Staline dut manœuvrer pendant très longtemps au sein du Bureau politique avant de parvenir à placer Jagoda, son bras droit, à la tête du Guépéou.

Depuis 1923, la lutte contre les différentes oppositions fut concentrée dans les mains de Jagoda. Celui-ci fut non seulement le réalisateur de toutes les falsifications et supercheries, il fut aussi l'organisateur des premières exécutions d'oppositionalistes, de Blumkine, de Silow, de Rabinowitch.

Dans le « Bulletin de l'Opposition » publié par Léon Sedov, le nom de Jagoda est cité des dizaines de fois sur le même ton que jadis était cité le nom du chef de l'Okhrana tsariste Zoubatov dans les journaux révolutionnaires.

C'est précisément Jagoda, travaillant aux côtés de Vichinsky, qui prépara tous les procès sensationnels, depuis le meurtre de Kirov jusqu'au procès de Zinoviev et Kamev en août 1936.

Le système des aveux candides et sincères entrera dans l'histoire comme l'invention d'Henri Jagoda. Dire que Goebbels est l'agent du Pape paraîtrait beaucoup moins absurde qu'affirmer que Jagoda fut l'agent de Trotsky.

Le fait est qu'on avait besoin de Jagoda pour la nouvelle construction judiciaire, non en qualité de metteur en scène, mais de matériau. Le destin du tout puissant chef de la police secrète fut décidé et pesé, là où toutes les questions sont décidées, dans le bureau de Staline.

Les fiches de Staline

Jagoda était par avance placé en une position précise dans le procès, tel un pion sur l'échiquier. Restait un problème à résoudre : il s'agissait de forcer Jagoda à remplir le rôle qui lui était destiné. Ce n'était pas si difficile. Dans les premiers mois qui suivirent l'arrestation de Jagoda, il ne fut même pas question de sa participation au complot de Toukhatchevsky ni à celui des trotskystes ou de la droite. Ni Jagoda ni l'opinion publique n'étaient encore assez mûrs. D'autre part, il n'était pas encore certain que Vichinsky puisse présenter avec succès le nouveau client au public.

Les premières accusations publiées dans la presse soviétique proclamaient : Un mode de vie sans aucune retenue, le pillage des trésors du pays, des orgies sauvages. Ces accusations sont-elles exactes ? En les attribuant à Jagoda, on pouvait le croire. Arriviste, cynique, petit despote, il n'était évidemment pas un modèle de vertu dans sa vie privée, aussi il faut ajouter que s'il lâcha la bride à ses instincts jusqu'à la criminalité, c'est uniquement parce qu'il était sûr de l'impunité.

Le mode de vie de Jagoda était connu depuis longtemps à Moscou, de même qu'il était connu de Staline.

Tous les faits compromettants pour les dignitaires soviétiques sont collectionnés par Staline et avec une science minutieuse forment des archives particulières. De ces archives, on extrait juste ce qu'il faut suivant les nécessités politiques. L'heure était venue où Jagoda devait être brisé moralement. On pouvait y parvenir en faisant circuler des bruits scandaleux sur sa vie privée.

Après cette combinaison qui dura plusieurs mois, l'ancien chef du Guépéou se trouva devant l'alternative : ou être fusillé

comme dilapidateur de biens nationaux ou peut-être sauver sa vie en tant qu'un quelconque conspirateur. Jagoda fit son choix et fut inclus dans la liste des 21. Le monde apprit enfin que Jagoda ne fusillait les trotskystes que « pour dissimuler », mais qu'en vérité il était l'allié et l'agent de ceux-ci.

Qui avait besoin, dans cet amalgame juridique déjà si embrouillé, de cette complication invraisemblable et si compromettante ?

L'incorporation de Jagoda dans la liste des accusés est trop fantastique pour qu'on puisse se satisfaire d'explications générales. Il doit y avoir une raison concrète extrêmement importante qui contraignit Staline à ne pas s'arrêter devant la métamorphose de son agent n° 1 en un agent de Trotsky. Cette raison nous a été fournie par Jagoda lui-même. D'après ses paroles (séance du 5 mars) il donna l'ordre à ses subordonnés de Leningrad, évidemment, selon les instructions de Trotsky de ne pas faire d'obstacles à l'action terroriste contre Kirov. Venant du chef du Guépéou, un tel ordre était aussi bien un ordre d'assassiner Kirov. Hypothèse absolument évidente : Jagoda s'accuse lui-même de ce crime, dans lequel il n'avait rien à faire. Mais qui avait besoin de cet aveu vrai ou faux de l'ancien chef du Guépéou relatif au meurtre de Kirov ? Et pourquoi ? Cui prodest.

A qui profite le crime ?

Rappelons brièvement les faits les plus importants. Kirov fut assassiné le 1^{er} décembre 1934 par un inconnu, Nikolaïev. Le procès de l'assassin et de ses complices présumés fut mené à huis clos. Ces 14 accusés furent tous fusillés. Par l'acte d'accusation partiellement publié dans la presse soviétique et par les documents de caractère officiel, il apparaissait que le consul letton Bisseneks donna à Nikolaïev cinq mille roubles pour accomplir cet acte terroriste, exigea-t-il en échange de lui une « lettre pour Trotsky ». Le 30 décembre 1934, je déclarais à la presse ma conviction que le consul Bisseneks (Bulletin, janvier 1935) était un agent de Jagoda. Je ne supposais pas à ce moment et je ne crois pas à ce jour que le Guépéou voulait vraiment la mort de Kirov. Le problème consistait à préparer « le complot » et à y mêler l'opposition, en particulier moi-même, puis de découvrir au dernier moment l'attentat. Cette hypothèse se vérifia dans le courant d'un mois. Le 23 janvier 1935, le Tribunal militaire condamna 12 fonctionnaires du Guépéou de Leningrad, dont leur chef Medvied, de deux à dix années de prison. La condamnation publiée disait point par point : « Ils étaient au courant de l'attentat contre Kirov et, en le découvrant... par leur négligence criminelle (?) ils n'ont pas pris les mesures de protection nécessaires.. »

On ne pouvait pas s'expliquer plus franchement. « La négligence criminelle » ne signifie pas autre chose ici que la participation directe du Guépéou à l'attentat contre Kirov. Et, quant au rôle du consul Bisseneks, que Nikolaïev n'était qu'un instrument dans les mains des agents provocateurs officiels. L'instrument ne se montra pas utilisable dans leurs mains. Ayant certainement des raisons d'ordre privé pour prendre le complot au sérieux, Nikolaïev exploita le moment propice et tira sur Kirov avant que Jagoda eut eu le temps de recevoir « la lettre pour Trotsky ».

La nécessité de publier pour tout le monde que 12 agents responsables du Guépéou connaissaient par avance la préparation de l'attentat ne peut s'expliquer que par le besoin d'un « alibi » pour des gens très haut placés. Un fait tel que l'assassinat de Kirov ne pouvait pas, dans les som-

metés bureaucratiques, ne pas provoquer des chuchotements que dans la lutte contre l'opposition, le « chef » commençait à jouer avec les têtes de ses collaborateurs les plus proches. Pas une seule personne ne doutait que Medvied, chef du Guépéou de Leningrad transmettait quotidiennement à Jagoda les nouvelles relatives au cours des opérations responsables, que Jagoda mettait au courant Staline et recevait de lui ses instructions. Pour étouffer ces rumeurs dangereuses, on ne pouvait faire autrement que de sacrifier les exécuteurs de Leningrad du projet conçu à Moscou.

Le 26 janvier 1935, j'écrivis : « Sans l'accord direct de Staline — plus exactement sans son initiative — ni Jagoda ni Medvied ne se seraient jamais décidés à faire une entreprise aussi brusquée (Février 1936). »

La mort de Kirov fut le point de départ pour la destruction systématique de la vieille génération bolchevique. Mais, plus le Guépéou dressait de procès autour du cadavre de Kirov, plus venait se poser la question : Cui prodest ? Qui avait eu besoin de cela ? La destruction de la vieille garde est le but clair et évident de la politique de Staline.

Derrière Jagoda, Staline

Les sommités de Moscou n'ont pas pensé un seul instant que Jagoda pouvait agir sans instructions de Staline. La suspicion pénétrait de plus en plus dans des milieux de plus en plus larges et se transformait en certitude. Staline avait absolument besoin de se séparer de Jagoda et de créer entre lui-même et Jagoda un profond abîme et si possible de jeter dans cet abîme le cadavre de Jagoda.

On peut apporter des dizaines de faits complémentaires, des citations, des démonstrations (on peut en trouver dans les archives de la commission John Dewey) qui vérifient notre déduction.

L'assassinat de Kirov ne fut pas autre chose que le produit de l'amalgame policier construit par Staline et Jagoda pour pouvoir accuser de terrorisme, les leaders de l'opposition. Pour dissimuler cette collaboration, Staline tenta au début de livrer à l'opinion publique des agents de seconde zone (Medvied et autres). Mais le développement et la logique interne des faits ont obligé Staline à sacrifier son collaborateur n° 1. Ainsi peuvent s'expliquer les points inexplicables du procès actuel : le témoignage de l'ancien chef du Guépéou qui prit part à l'assassinat de Kirov « d'après les instructions de Trotsky ». Qui comprendra le ressort le plus secret de ce procès pourra en comprendre tout le reste.

Koïokan, le 7 mars 1938.

N.D.L.R. — Cet important article de Trotsky est paru dans le Bulletin de l'Opposition russe d'après lequel nous l'avons traduit.

Bulletin d'Abonnement

Nom et prénom

Adresse

souscrit un { 3 mois 8 fr.
Abonnement de { 6 mois 15 fr.
1 an 30 fr.

et adresse le montant au compte postal
Brausch 1773-07, Paris